

Supplément électronique à I.C., Initiative communiste, mensuel du Pôle de Renaissance Communiste en France
Abonnement annuel 22 €.

www.initiative-communiste.fr

EDITO par Georges Gastaud, secrétaire national du PRCF : *Des questions qui appellent des réponses*

L'Internationale sera le genre humain ...

P. 3

- *Pétition : non à la chasse aux sorcières en Pologne et en Europe*
- *Syrie : par référendum, les Syriens se sont prononcés à 89 % pour la Réforme de la Constitution*
- *L'ex-président russe révèle que, sans la fraude, les communistes auraient gagné les présidentielles de 1996*
- *Pas de « printemps cubain » pour les USA !*
- *« Vous êtes des nôtres et nous vous attendons, estimé camarade Chavez ! »*
- *Une lettre du PC de Cuba aux forces politiques amies à l'occasion de la 1^{ère} Conférence Nationale du PCC*

Foule esclave, debout, debout !

P.8

- *A votre service ... public !*
- *Robespierre victime du négationnisme historique*
- *Le combat des femmes pour l'égalité est inséparable du combat anticapitaliste*

La République nous appelle

P. 13

- *J.P. Chevènement : "le traité européen qui va être signé est un cadeau formidable fait par M. Sarkozy à Mme Merkel". Commentaire du PRCF.*

Médias

P. 14

- *« Les journalistes policiers, marchands de calomnies... » (J.-B. Clément)*

Culture

P. 15

- *Cocoricouac ! A propos d'un Oscar empoisonné... billet d'humeur sur « The Artist ».*

Vie du PRCF

P. 15

- *Elections législatives : le PRCF présente des candidats*
- *Soutien du PRCF 72 au mouvement social des travailleurs de la Poste de la Sarthe*

EDITO

par Georges Gastaud, secrétaire national du P.R.C.F.

• *Des questions qui appellent des réponses*

Ambivalence. Les Français ont une attitude ambivalente à l'égard des présidentielles. D'un côté, ils se méfient de ce scrutin conçu pour déléguer le pouvoir à un monarque « républicain » ; une fois élu, un « omni-président » peut impunément violer la constitution et ses propres promesses durant cinq ans comme n'a cessé de le faire Sarkozy. D'ailleurs, dès le 7 mai 2007, le PRCF avait pris ses responsabilités sans crainte d'encourir un début de harcèlement de la part du pouvoir : refusant de banaliser l'ultra-droitier Sarkozy, le PRCF a inlassablement dénoncé l'illégitimité d'un président qui affichait sa volonté de passer en force en tous domaines (la « rupture »), de saccager la laïcité, de détruire l'indépendance nationale et de contourner la souveraineté populaire (adoption parlementaire de la constitution européenne rebaptisée Traité de Lisbonne).

Fausse alternance. D'un autre côté, les électeurs peuvent se sentir attirés par cette élection ; ils se disent en effet que, dans le cadre pervers des institutions actuelles (le présidentielisme de la 5^{ème} République a été aggravé par le Quinquennat, qui organise l'élection quasi-simultanée du président et des députés), la présidentielle détermine AUSSI pour cinq années la couleur de la chambre des députés. Cet attrait pour la présidentielle est néanmoins tempéré, chez les électeurs les plus avertis, par le constat qu'ils font que le pouvoir de décider se déplace de plus en plus vers Bruxelles et Berlin, dont Sarkozy est le petit télégraphiste. **Alors, Sarkoland, capitale Berlin, ou bien Hollande, capitale Maëstricht ?**

Si l'on ajoute à cela qu'en fait, le scrutin présidentiel est de nature censitaire¹, on voit que cette élection est conçue pour empêcher toute résistance à la dissolution en cours de la France dans une Europe dominée par l'oligarchie capitaliste : ce que Mme PARISOT, la patronne du MEDEF, appelle le « besoin d'airE » du MEDEF, entendez par là la substitution d'un Etat européen fédéral à l'Etat-nation hérité des 1789.

¹ Tant sont colossales les sommes nécessaires pour éditer, ne serait-ce que le matériel électoral de base, quand on n'est pas un « grand » parti subventionné à millions par l'Etat et certain de passer les 5% des suffrages donnant droit à remboursement, sans parler du filtre des maires qui confère de fait aux partis établis le pouvoir de parrainer ou de censurer qui leur plait...

Un fait montre avec éclat le verrouillage de l'élection : **aucun candidat qui soit à la fois progressiste et hostile à l'UE n'aura eu la moindre chance de figurer au premier tour**² : il n'existera donc aucune possibilité réelle en avril, pour un candidat franchement républicain, et a fortiori, pour un mouvement vraiment communiste, de représenter clairement ces 55% de Français qui votèrent non à l'euro-constitution en 2005 ! D'un côté on a en effet l'UMP, le MODEM et le PS qui viennent tous, directement ou hypocritement (par l'abstention), d'adopter le **Mécanisme Européen de Stabilité**, lequel condamne les peuples à l'austérité et à la mise sous tutelle budgétaire ; unique alternative *dévoyée et mensongère* à cette U.E. de malheur, la candidature du FN, qui feint de contester l'euro³ dans le but de rallier l'électorat populaire à sa politique xénophobe. Quant à M. Mélenchon, même s'il faut lui savoir gré d'attaquer le FN tout en ravivant les thèmes indissociables du combat de classe et du patriotisme populaire, que vaut son engagement social-républicain tant qu'il prétend déployer sa politique sans sortir la France du carcan de l'euro-dictature ?

L'incontournable sortie de l'euro et de l'UE par la voie progressiste. Devant une telle offre politique, le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est ni de rallier politiquement un parti « euroconstructif » ni de faire la leçon aux militants ouvriers qui veulent battre le fascisant Sarko, *a fortiori* quand ces militants s'engagent derrière Mélenchon en pensant, à tort ou à raison, qu'il est porteur d'une « révolution citoyenne ». S'il est légitime de vouloir éliminer l'ultra-droitier Sarkozy et sa doublure « bleu marine », ce serait mentir par omission que de cacher aux citoyens cette amère vérité : Hollande poursuivra l'euro-dissolution de la France⁴ et il mettra en œuvre sans états d'âme le plan d'austérité géant que l'eurocratie tient dans ses cartons pour l'après-élection. Or **il est impossible de réindustrialiser la France et de reconstruire les acquis du CNR sans SORTIR de l'UE et de son maudit euro**. Il faut donc oser dire que **l'Europe sociale est un conte de fées pour enfants sages** ; oui, l'actuel président du Parti de la Gauche Européenne (P. Laurent, secrétaire du PCF) qui défend l'euro à cor et à cri, tourne le dos au combat mené en 92 par G. Marchais contre la monnaie unique et le Traité de Maëstricht qui l'instituait.

Axes de lutte. Refusant à la fois de semer des illusions et de donner des leçons, le PRCF s'en tiendra aux axes suivants :

-une **campagne de fond autour du « programme-candidat »** adopté par le PRCF après des mois de débat ; car les forces vives de notre peuple doivent prioritairement s'unir sur des contenus clairs, antifascistes, patriotiques ET internationalistes, anti-UE et anticapitalistes ;

-une **campagne permanente contre l'U.E.**, que devraient mener ensemble tous les vrais progressistes ;

-une attitude ouverte envers les militants du mouvement populaire ; le PRCF leur soumettra des éléments d'analyse pour qu'ils puissent s'orienter politiquement par eux-mêmes ; ne cristallisons pas les clivages politiques sur les choix électoraux d'un instant ; **privilegions l'action commune et les idées de changement** : rôle central de la classe ouvrière dans le rassemblement populaire pour virer l'UMP et sa politique, pour abattre l'extrême droite, pour sortir la France de l'UE, pour actualiser et élargir les acquis du CNR dans la perspective d'une rupture révolutionnaire avec la domination du capital et renouer l'alliance du drapeau rouge et du drapeau tricolore qui donna au peuple français les plus belles victoires de son histoire ; telle est la voie du rassemblement populaire nécessaire pour rouvrir la voie, non pas en paroles mais en fait, de la **coopération entre les peuples et du socialisme pour la France**.

- une **main tendue fraternelle aux électeurs de Mélenchon** : c'est dans cet esprit fraternel que le PRCF a écrit à ce candidat (cf *Cl-ic rouge* n°2) pour lui demander de dire publiquement si, confronté au refus inéluctable de Merkel, Barroso et Cie de « réorienter l'euro dans un sens progressiste » (sic), **J.-L. Mélenchon serait prêt à claquer la porte de l'UE pour respecter le mandat donné par ses électeurs**. Loin de plomber sa campagne, une réponse positive et offensive à cette question dynamiserait sa campagne et lui attirerait des forces nouvelles ; cette attitude lèverait une ambiguïté majeure, elle dégonflerait le FN sur un thème patriotique qu'il usurpe, elle mettrait l'UE au pied du mur en déclarant, - c'est bien le moins ! -, que le vote du peuple français comptera plus que les traités européens signés dans son dos. Bref, **la balle est dans le camp de Mélenchon, car cette question que pose notre modeste organisation, des millions de gens se la posent** ; en clarifiant son attitude envers un inéluctable veto euro-germanique (notamment le veto à la demande utopique de « mettre la Banque européenne au service de l'emploi » !!!), Mélenchon démontrerait qu'il n'est pas seulement là pour « témoigner » et rabattre sur Hollande, qu'il veut vraiment aller au second tour pour incarner une ALTERNATIVE, qu'il ferme la porte à l'entrée au gouvernement Hollande de ministres PCF comme ce fut le cas en 97, où Gaysot et Mme Buffet cautionnèrent cinq ans durant un gouvernement de privatisation et de mise en place de l'euro.

Le PRCF dans la législative. Le PRCF ne se contente pas d'analyser : sous diverses formes, il sera présent dans la campagne législative. Pour l'heure, **une candidature unitaire M'PEP (Michèle Dessenne) et PRCF (Jean-François Maison)**

² M. Dupont-Aignan est sans doute un patriote sincère mais ses votes sur la réforme des retraites et sa complaisance envers les discours islamophobes ne font pas de lui un progressiste...

³ Sur son site, M. Le Pen propose de s'entendre avec l'Allemagne pour sortir de l'euro. Autrement dit, elle NE veut PAS sortir de l'euro. Car jamais l'Allemagne capitaliste ne voudra mettre fin à une monnaie unique qui, derrière le baratin « libéré-échangiste », crée une chasse gardée monopoliste pour l'industrie allemande : l'Eurozone et en réalité une zone protectionniste du Deutsche-Mark !

⁴ Cf son insistance sur « une nouvelle étape de la décentralisation », c'est-à-dire la mise à mort de la République une et indivise.

montrera, dans la circonscription ouvrière d'Hénin (62) convoitée par M. Le Pen, qu'il est possible de prôner la sortie de l'euro tout en combattant l'extrême droite. Dans le **94**, le PRCF porte une candidature ouvrière et met en place les conditions d'une dynamique unitaire. Non parce que le PRCF surestimerait les élections dans le cadre du système actuel⁵ mais parce que les campagnes électorales, quand elles sont menées avec un programme-candidat communiste en main, sont un moment privilégié pour dialoguer avec le peuple tout en gardant le cap de la **renaissance communiste**, du **rassemblement anti-Sarko, anti-UE et anti-FN**, de l'union *en bas* avec tous ceux qui crient *résistance* !.

⁵ Rien ne dit qu'après les élections, confronté à l'écart entre les discours électoraux et la réalité de l'austérité, notre pays ne se retrouvera pas dans la situation de la Grèce, avec une insurrection populaire latente.

L'Internationale sera le genre humain ...

• Non à la chasse aux sorcières en Pologne et en Europe

*Le PRCF s'associe à cette pétition internationale du **Comite Internationaliste pour la Solidarité de Classe** (présidence : Henri Alleg, Mumia Abu-Jamal, Margot Honecker, Désiré Marle) et demande aux démocrates de la faire signer autour d'eux.*

Laisser l'euro-maccarthysme ravager l'Europe de l'est c'est prendre un risque énorme pour ce qui subsiste des libertés dans l'Union Européenne de plus en plus dictatoriale. La lutte contre la nouvelle chasse aux sorcières doit être l'affaire de tous les progressistes !

**PÉTITION lancée à l'initiative du
COMITÉ INTERNATIONALISTE pour la SOLIDARITÉ DE CLASSE (CISC)
et de l'ASSOCIATION des AMIS d'EDOUARD GIEREK (France)**

A M. le Président de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. ; Copie à M. l'Ambassadeur de la République de Pologne en France ; Copie pour demande d'intervention à M. le Ministre des Affaires étrangères de la République française.

**NON à la CHASSE aux SORCIÈRES en POLOGNE et en EUROPE !
Le PROFESSEUR polonais Zbigniew WIKTOR doit être rétabli dans tous ses droits universitaires !**

En application d'une loi scélérate de 2010 qui viole à la fois la liberté d'opinion et l'indépendance des universitaires, **le professeur Zbigniew Wiktor vient d'être exclu de sa chaire de professeur de l'université polonaise de Wroclaw.**

Les prétextes évoqués sont grotesques tant le professeur Zbigniew Wiktor a montré de compétences dans son travail d'enseignant-chercheur. Le vrai motif de l'exclusion indigne qui le frappe est que Z. Wiktor préside la Fédération des communistes de Pologne.

En effet, dans la Pologne prétendument « antitotalitaire » actuelle, les symboles communistes auront été criminalisés (la loi scélérate visant à les criminaliser prévoit de punir de deux ans de prison le fait de porter un vêtement à l'effigie du « Che » !!!) et **les enseignants sont soumis à un contrôle idéologique qui n'est pas sans rappeler les activités liberticides du sénateur états-unien McCarthy de sinistre mémoire.**

Cette atteinte aux libertés survient dans un **climat général marqué par la répression anticommuniste dans toute l'Europe orientale.** Dans le même temps, **des gouvernements fascistes prétextent de l'anticommunisme pour banaliser le fascisme et réhabiliter le nazisme.** Ainsi les Etats baltes encensent-ils ceux qui combattirent l'URSS aux côtés des nazis ; ainsi, le président roumain actuel de la Roumanie va-t-il jusqu'à dire qu'il aurait envoyé des troupes à Stalingrad pour aider Hitler à vaincre l'Armée rouge ! Ne parlons pas d'Orban, le fascisant dirigeant hongrois, qui a ouvertement entrepris de fasciser la vie politique de son pays.

Cette chasse aux sorcières tend d'ailleurs à déborder sur l'Europe occidentale : des militants antifascistes italiens viennent ainsi d'appeler à combattre l'entreprise fascisante qui vise à criminaliser le communisme au pays de Gramsci.

Quant à l'Union Européenne, c'est peu dire qu'elle reste passive devant ces attentats contre la liberté. **C'est de Bruxelles et de Strasbourg que vient l'impulsion qui tend à criminaliser à l'échelle continentale l'URSS et les communistes,** lesquels ont pourtant joué un rôle décisif dans la victoire sur Hitler, de Stalingrad aux Brigades internationales d'Espagne en passant par les combats des FTPF et des FTP-MOI. Des textes scélérats ont été votés à Strasbourg pour mettre sur un pied d'égalité le pays de Stalingrad et le Troisième Reich au mépris de cette vérité historique naguère proclamée loyalement par le Général De Gaulle : « les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération ».

Laisser l'extrême droite et ses relais gouvernementaux criminaliser les communistes et leur histoire en Pologne et en Europe de l'est, encourager ces attaques liberticides au niveau européen, c'est prendre **d'énormes risques pour la liberté de tous** en Pologne et dans tous les pays actuellement membres de l'Union européenne.

C'est pourquoi les soussignés **demandent instamment** :

- **que le professeur Wiktor soit rétabli dans tous ses titres,**
- **que les lois d'exception anticommunistes soient supprimées,**
- que les communistes et tous les courants ouvriers, démocratiques et populaires puissent militer librement partout et que l'extrême droite nazie et raciste soit mise hors d'état de nuire au lieu d'être banalisée et réhabilitée.

Initiateurs : **Henri Alleg**, président d'honneur du C.I.S.C., a. directeur d'Alger républicain, auteur de « La Question » ; **Désiré Marle**, prêtre-ouvrier, président du CISC, **Georges Gastaud**, **Vincent Flament**, **Stéphane Dubois**, secrétaires du CISC ; **Jacques Kmiecik** et **Georgette Tournel**, militants de l'Association des Amis d'Edouard Gierek (France)

Comité de parrainage : **Daniel Antonini**, resp. international du *Pôle de Renaissance Communiste en France* (62) ; **Gilles Bachelier**, dirigeant du Collectif National des Gaullistes de Gauche (75) ; **Jean-Jacques Candelier**, député PCF du Nord ; **Maurice Cukierman**, historien, responsable international de l'URCF ; **Michel Decourcelles**, responsable de la *Coordination communiste 59/62* ; **Jean-François Dejourns**, enseignant syndicaliste, secrétaire de l'Université populaire Ch'ti Guevara (59) ; **Denise Desaigne**, a. syndicaliste EPS (31) ; **Roland Diagne**, du Rassemblement des cercles communistes ; **Aurélien Djament**, chercheur en maths, syndicaliste (44) ; **Nicolas Douchin**, ingénieur, militant communiste (31) ; **Alexandre Droban**, universitaire, Moscou, Russie ; **Bruno Drweski**, Maître de conférences HDR, *INALCO*, Paris, **Ginette Dubat** responsable du *Centre de Recherches et de Documentation Marxiste* (69) ; **Cyrille Ferro-Steyaert**, fonctionnaire ; **Barbara Y. Flamand**, écrivain, Belgique ; **François Eychart**, secrétaire général des Amis d'Aragon et d'Elsa Triolet ; **Virginia Fontes**, historienne, Rio de Janeiro ; **Benoît Foucambert**, enseignant syndicaliste (81) ; **Leïla Ganem**, rédactrice en chef de *Bada El Beiruth*, Liban ; **Marc-Olivier Gavois**, professeur d'histoire (13) ; **Jean-Jacques Gendillou**, maire de la commune de THOURON Haute Vienne – France ; **Sylvie Guduk**, enseignante, syndicaliste (59) ; **Georges Hage**, député honoraire du nord, médaille de l'Amitié des peuples de la République de Cuba ; **Georges Hage**, député honoraire du Douaisis ; **Odile Hage**, conseillère municipale de Douai, secrétaire de la section du PCF (59) ; **Jean-Pierre Hemmen**, fils de commandant FTP fusillé par les nazis, vice-président du PRCF (80) ; **Eric Macia**, juriste (34) ; **Annie Lacroix-Riz**, professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris VII (78) ; **Léon Landini**, a. officier F.T.P.-M.O.I., président du P.R.C.F. (92) ; **Gilda Landini-Guibert**, agrégée d'histoire (78) ; **Jean-Claude Lanvin**, prof. de philo retraité (84) ; **Thérèse Lévené**, enseignante-chercheuse à Lille 1 ; **Pierre Lévy**, enseignant en géopolitique, directeur du journal *Bastille-République-Nations* ; **Domenico Losurdo**, philosophe (Italie) ; **Jacques Maillard**, physicien au CNRS ; **Antoine Manassis**, resp. PRCF relations inter-organisations (38) ; **Dimitri Manassis**, syndicaliste étudiant (38) ; **Annette Mateu-Casado**, enseignante retraitée (66) ; **Dominique Mutel**, professeur agrégé d'anglais (62) ; **Laurent Nardi**, professeur de français (74) ; **Jean-Pierre Page**, a. dirigeant du PCF et de la CGT ; **Bernard Parquet**, syndicaliste EDF (94) ; **Jean-Michel Pascal**, ingénieur ITRF (75) ; **Gaston Pellet**, directeur de site (30) ; **Jean Pestieau**, professeur émérite de physique à l'Université catholique de Louvain, Belgique ; **Pierre Pranchère**, a. résistant FTPF, a. député (19) ; **Jean-Luc Pujo**, président des Clubs « *Penser la France* » ; **Pascale Noizet**, m. du C.C. du PCF ; **Gilles Questiaux**, professeur d'histoire, PCF-Paris 20^{ème} ; **William Roger**, enseignant, syndicaliste (59) ; **Roger Romain**, ancien conseiller municipal de Courcelles, militant du PTB (Belgique) ; **Marcelle Sage-Pranchère**, militante associative (75) ; **Jany Sanfelieu**, enseignante retraitée, conseillère municipale (86) ; **Roger Silvain**, syndicaliste CGT Renault-Billancourt, président du Front Syndical de Classe (92) ; **Rose-Marie Serrano**, enseignante ; **Jean-Pierre Sienkiewicz**, enseignant syndicaliste (62) ; **Stéphane Sirot**, historien (59) ; **J.-Cl. Soulier**, travailleur de l'Etat (78) ; **Claude-Emile Tourné**, médecin (66) ; **Henri Vacher**, militant communiste, syndicaliste FSU (87) ; **Serge Zaina**, syndicaliste EDF (06) ; **Serge Zajac**, professeur de philosophie (59) ; etc.

PÉTITION INTERNATIONALE

Nom-prénom :
Adresses postale et/ou informatique

Qualité :
Signature

Pour signer, renvoyer votre signature avec qualités (profession et/ou responsabilités militantes ou associatives), adresse complète, adresse courriel, à gastaudcrovisier2@wanadoo.fr (sans P.J. svp). Merci.

- ***SYRIE : par référendum, les syriens se sont prononcés pour la réforme de la constitution***

La presse et les médias français sont la propriété, soit de l'Etat UMP, fer de lance de l'agression contre la Libye, la Syrie et l'Iran, soit des groupes médiatico-militaires Lagardère et Dassault, y compris une bonne partie de la presse « de gauche ». La masse des Français ignorera donc les données suivantes : comme si l'introduction du multipartisme (sur des bases idéologiques à l'exclusion de toute base ethnique et religieuse) n'était qu'une bricole quand il s'agit de la Syrie alors que nos grands « démocrates » occidentaux en font l'alpha et l'oméga de la démocratie quand il s'agit de Cuba...

Le PRCF rappelle son appui aux forces démocratiques syriennes (dans lesquelles on ne saurait ranger ceux qui appellent l'impérialisme international à envahir leur pays ou à fournir massivement des armes supplémentaires aux groupes armés de l'opposition !) dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans ingérence étrangère conformément à la Charte unanimement adoptée par les pays de l'ONU. Il rappelle aussi qu'une guerre contre la Syrie aurait des conséquences immédiates sur la paix mondiale étant donné qu'il s'agirait (qu'on le veuille ou non, c'est une réalité politico-militaire) d'un casus belli pour la Russie et pour l'Iran.

Halte aux boutefeux travestis en démocrates qui régissent la presse française, laquelle continue de rester de marbre face aux violations du droit des Palestiniens par l'Etat d'Israël d'une part. Ne parlons pas de l'Arabie Saoudite, jamais inquiétée par le Conseil de sécurité, alors que cette pétro-monarchie moyenâgeuse a récemment envahi le Bahreïn pour y mater l'insurrection populaire.

1er mars 2012 : par **89% de votes favorables**, le peuple syrien a approuvé ce dimanche la Réforme de la Constitution impulsée par le gouvernement, ce qui constitue une défaite pour les groupes armés et pour les puissances impérialistes qui ont tout fait pour empêcher le vote. Avec environ 60% des citoyens en âge de voter, ce qui représente plus de 8 millions de personnes, le peuple syrien a approuvé le projet de Constitution. Rappelons que dans le même temps, **Sarkozy et Merkel ont interdit au peuple grec de se prononcer par référendum**, s'il en décidait ainsi, sur les plans d'austérité imposés par l'Union Européenne.

L'un des changements principaux contenus dans le projet de la nouvelle Constitution concerne le **multipartisme**, l'égalité entre l'actuel parti dirigeant, le Baath, et tous les autres partis politiques. En même temps, la nouvelle législation interdit la création de partis basés sur une ethnie ou une religion, régionale ou tribale.

La nouvelle loi fondamentale stipule que la Syrie est une nation démocratique et **prohibe toute discrimination de genre, de religion ou de langue**. Elle limite aussi la charge présidentielle à deux périodes consécutives de 7 ans.

Rappelons qu'**en Libye**, à la suite de la victoire des djihadistes « démocrates » soutenus par l'OTAN et BHL, la **charia est rétablie**, que l'insécurité est générale et que les hommes ont retrouvé le « droit » à la polygamie abolie par l'odieux régime précédent dont plusieurs dirigeants ont été lynchés après tortures...

Rappelons que le régime sarkozyste qui veut apporter la démocratie aux peuples arabes est celui qui, par la bouche du président-candidat ou de son ministre de la police, passe son temps à harceler et à stigmatiser les travailleurs immigrés, les musulmans de France, les travailleurs privés d'emploi et les travailleurs de la fonction publique. **Comment ceux qui détruisent la liberté chez eux pourraient-ils l'apporter à autrui ?** Rappelons aussi que Sarkozy et le PS, qui ont applaudi à l'invasion de la Libye par l'OTAN, se sont assis sur le « non » **des Français** à la constitution européenne en adoptant ensemble le traité de Lisbonne et plus récemment son avenant appelé MES.

Le PRCF apporte à cette occasion son soutien aux communistes syriens qui luttent à la fois pour la démocratisation, le progrès social, l'indépendance nationale et contre l'ingérences des pétromonarchies et de l'Occident. Ces ingérences qui ne peuvent déboucher que sur la guerre n'apporteront pas plus la « démocratie » qu'elles n'ont apporté la liberté au peuple martyrisé d'Irak. Plus que jamais **l'impérialisme est l'ennemi principal des peuples**, de la démocratie et de la paix et toute démocratisation authentique ne se fait pas **AVEC lui mais CONTRE lui**.

• ***Le président russe Medvedev révèle que, sans la fraude, le PCFR aurait gagné les présidentielles de 1996***

*Ils ont bonne mine nos « démocrates » anticommunistes qui noircissent le passé soviétique de la Russie en parlant de totalitarisme. En 1993, quand il s'est agi de consolider le régime contre-révolutionnaire et maffieux de Boris Eltsine, lesdits « démocrates » à la BHL ont pudiquement **fermé les yeux sur le bain de sang organisé par Eltsine contre le Soviet de Russie**, le parlement russe canonisé par la troupe. Bras droit de Poutine, Medvedev confirme que le régime contre-révolutionnaire ne s'est pas le moins du monde instauré par le suffrage universel mais par la fraude électorale massive. Faut-il s'étonner alors si à Moscou, comme dans l'ensemble des ex-pays socialistes, **la nostalgie LEGITIME des acquis socialistes** (ce temps béni où chacun avait un emploi, un toit, une place gratuite au lycée et à l'université pour la jeune génération, l'accès gratuit aux soins, la sécurité de l'existence, le respect du travailleur) domine de manière écrasante dans les sondages d'opinion, fort peu relayés à l'Occident par la caste médiatique obsessionnellement antisoviétique ? Mais qu'importe l'avis de ceux qui ont vécu successivement sous les deux régimes, socialiste (avec des déformations que nous ne nions pas), et capitalistes (avec des excès qui sont dans la nature même du régime capitaliste) ! Voici en tout cas ce que révélait le « Time » à quelques jours d'une élection présidentielle russe où, plus que jamais, les médias sont confisqués par le pouvoir et où les médias capitalistes occidentaux n'ont d'yeux que pour les « opposants » de droite à Poutine, en ignorant que **les communistes sont, et de loin, la principale force d'opposition**.*

La révélation du TIME, à quelques jours du scrutin présidentiel en Russie, ne fait que confirmer les soupçons qui pesaient sur l'élection présidentielle de 1996 et nourrir les critiques d'une contre-révolution anti-démocratique, au fondement du régime actuel des oligarques, du système autoritaire géré par Russie Unie.

Selon le périodique américain, le président russe Dmitry Medvedev aurait livré cette révélation lors d'une réunion à huis clos avec plusieurs représentants de l'opposition non-communiste, avec lequel il s'est senti en confiance pour lâcher ce secret de polichinelle.

Face aux allégations de fraude sur le scrutin législatif de 2011, Medvedev aurait alors contre-attaqué de façon inattendue, justifiant la fraude par le barrage aux communistes, une tentative de se rallier ces opposants libéraux et

farouchement anti-communistes : « **Nous savons tous qui a gagné les élections présidentielles de 1996, et ce n'est pas Boris Eltsine** ».

Une version confirmée par quatre des personnes présentes et que n'a pas démenti le Kremlin, qui cherche depuis à étouffer l'affaire.

Il faut rappeler le contexte des élections de 1996. Cinq ans après la restauration du capitalisme en Russie, les Russes avaient subi de plein fouet la « thérapie de choc » imposée par le FMI et la nouvelle bourgeoisie russe : chute de la production, privatisation massive, austérité budgétaire et ses conséquences sociales dramatiques, hausse exponentielle du chômage, développement de la pauvreté, la menace de la faim et de la mort brutale redevenant une réalité pour une part croissante de la population (cf. l'étude de la revue médicale britannique Lancet sur la mortalité post-URSS : **1 million de morts imputables directement aux politiques de privatisation en Europe de l'Est après 1989**).

S'ajoutant à la campagne désastreuse menée par la Russie en Tchétchénie et aux méthodes anti-démocratiques d'un Eltsine qui n'avait pas hésité à **bombarder la Douma en 1993** pour se débarrasser de ses opposants, la légitimité du président des oligarques était plus faible que jamais en 1996.

Face à lui, son principal rival était le candidat du Parti communiste Guennadi Ziouganov, partisan d'un retour au système social soviétique non sans réformes sérieuses sur le plan politique.

Alors que les sondages concrétisaient une irrésistible ascension du candidat communiste, se déclenchait une vaste campagne **de propagande médiatique, alimentée à la fois par des capitaux et des « spin doctors » américains**. Cette campagne, alimentée à l'époque par des fraudes qui restaient à l'état de forts soupçons, permit à Eltsine de passer d'un rien en tête au premier tour avec 35% contre 32% à Ziouganov et de remporter de justesse le deuxième tour avec 53%. Mais, les révélations de Medvedev viendraient confirmer les doutes sur un scrutin qui aurait pu faire basculer l'histoire de la Russie post-soviétique. A deux jours d'un autre scrutin présidentiel décisif, elles révèlent tout le cynisme d'un régime au service d'une poignée d'oligarques, **un système reposant sur la fraude et l'arbitraire**.

• *Pas de « printemps cubain » (sic) pour les USA !*

Un livre vient de sortir. Il s'intitule : « **Arabesque américaine** ».

Son auteur, **Ahmed Bensâada**, un chercheur algérien établi à Montréal, analyse le mode opératoire de ces « révolutions spontanées et populaires » qui depuis le printemps dernier ont changé la donne politique au Moyen-Orient.

Que vous soyez pour ou contre les Ben Ali, les Khadafi, les Bachar el-Assad, là n'est pas la question. La question est qu'une fois de plus, « on » cherche à nous faire prendre des vessies pour des lanternes. « On », pour ne pas les nommer, ce sont les USA et ses alliés qui défendent bec et ongles un système capitaliste sous perfusion grâce auquel 1% de la population de la planète vit comme des seigneurs aux dépens des 99% qui restent ...

Pourquoi ces « printemps de jasmin » nous rappellent-ils les « révolutions colorées », elles aussi « spontanées et populaires », qui ont fait tomber nombre de gouvernements de l'ancienne URSS entre 2000 et 2005 ? Ou, en cherchant plus loin, ces « **manifestations et grèves populaires et spontanées** » au Chili d'Allende qui ont abouti en 1973 à la dictature sanglante de Pinochet ?

On retrouve dans l'analyse documentée que fait Bensâada de ces mouvements soi-disant issus des peuples épris de démocratie (du moins de la démocratie « à l'occidentale ») des éléments qui interpellent tous ceux qui connaissent un peu Cuba. **L'USAID** (United States Agency for International Development), **la NED** (National Endowment for Democracy) sont des organismes que les Cubains ne connaissent que trop, puisque ce sont leurs noms qui figurent sur **les « fiches**

de paye » des « dissidents » cubains. Quant au recours aux nouvelles technologies de communication pour aider les « opposants » à contourner les limitations officielles, les Yoani Sanchez et ses semblables en profitent allégrement. Et comment ne pas penser à ce malheureux Alan Gross, cet employé de la DAI [[Development Alternatives Inc.](#)], une entreprise satellite de l'USAID, pris en flagrant délit de **distribution de téléphones satellitaires haut de gamme à des opposants à La Havane** et condamné pour ce fait à 15 ans de prison par la justice cubaine ?

Il semble que contrairement aux pays du Moyen Orient, le « printemps cubain » que les USA appellent de leurs vœux depuis si longtemps ne se décide pas à éclore. Peut-être parce qu'il manque un élément déterminant : on ne peut attiser la frustration populaire que s'il y a frustration. Même si Cuba rencontre des difficultés économiques, le peuple cubain n'a pas, dans son immense majorité, envie de souscrire à cette « démocratie » si particulière que subissent les peuples d'Occident.

Voir la griffe de l'Empire dans les événements qui secouent le monde ne relève pas d'un antiaméricanisme primaire et forcené, mais d'une simple observation des faits.

Cependant, une question se pose : alors que tous les ingrédients sont réunis pour une révolution spontanée et populaire, à l'heure où la colère gronde devant la misère, le chômage et les scandales en tous genres, **pourquoi l'Europe ne connaît-elle pas de printemps ?**

- « *Vous êtes des nôtres et nous vous attendons, camarade Chavez !* »



De nouveau le président Chavez, qui affronte une droite vénézuélienne déchaînée à l'occasion des futures présidentielles, va se faire soigner à Cuba par la médecine cubaine de pointe.

A l'unisson des masses populaires cubaines, **les progressistes de France forment des vœux pour que Chavez passe avec succès cette nouvelle épreuve.**

A cela j'ajouterai un témoignage personnel. Alors que je participais à une visite officielle à Cuba au nom du PRCF, j'ai constaté de mes yeux qu'au siège du Parti où la délégation du PRCF était hébergée, il y avait une famille bolivienne toute simple et qui n'avait manifestement aucune fonction « diplomatique ». Une maman avec ses deux enfants ; l'un avait un crâne chauve et il subissait manifestement une chimio. Les deux enfants allaient à l'école cubaine, tous leurs frais étaient payés et les soins lourds étaient entièrement gratuits. Cette famille n'était pas celle d'un président de la République mais une simple famille d'ouvriers boliviens n'ayant pas les moyens de faire soigner leur fils à La Paz. La maman avait simplement écrit à Fidel...

Et la chose n'avait aucun caractère publicitaire. « Ici on est chez nous ! », disait simplement cette mère éperdue de reconnaissance, d'autant que son fils allait de mieux en mieux car la médecine cubaine « touche sa bille », notamment en cancérologie.

Cuba un « goulag tropical », comme le dit l'ignare presse aux ordres, ou plutôt un Phare toujours menacé, celui de l'éducation, de la santé gratuite et de l'espoir socialiste qu'un monde meilleur reste possible au cœur des tempêtes du capitalisme mondial ?

- ***P.C. de CUBA : aux forces politiques amies en occasion de la 1^{ère} Conférence Nationale***



Attachés aux idées de José MARTI, le héros National de Cuba, d'un parti unique et avec la pensée de l'Apôtre et les doctrines de MARX et LENINE comme les fondements idéologiques principaux, les communistes cubains ont tenu la Première Conférence Nationale, neuf mois après les débats du VIème Congrès de notre Parti.

Les discussions des délégués étaient axées sur le Projet de Document de Base, modifié à plus de 81% au cours de plus de 65.000 réunions réalisées dans tout le pays, un processus de démocratie authentique où des centaines de militants ont étudié, modifié et enrichi le document contenant les objectifs du travail du Parti pour les années à venir et qui ont été approuvés par la Conférence.

La première Conférence Nationale a évalué, avec esprit critique, le travail du Parti et a tracé, avec une volonté rénovatrice, les transformations nécessaires aux exigences des circonstances actuelles.

Les militants ont ratifié leur appui aux principes du **centralisme démocratique, la direction collective et le lien indissoluble du Parti avec les masses.**

Ils ont accordé de mettre à jour les méthodes et les styles de travail et la politique des cadres, et de laisser de côté, de manière définitive, les préjugés et les conduites discriminatoires pour des questions de race, de sexe, d'orientation sexuelle, d'origine nationale, de religion ou autre, nuisibles à la dignité humaine, selon les postulats énoncés dans la Constitution de la République.

Le travail politico-idéologique dans les moments actuels, marqués par le **renforcement de l'hostilité de l'impérialisme étatsunien**, l'attention à l'Union des Jeunes Communistes et à tous les jeunes, les adolescents, les fils et filles du pays, l'importance de l'éducation et de la préparation politique et la formation de valeurs suivant les **principes de solidarité et patriotisme**, ont été également des sujets d'analyse pendant la Conférence Nationale et ont demandé des objectifs clairs de travail.

L'événement a réitéré que la tâche principale du Parti consiste à travailler avec ordre, discipline et exigence pour veiller à l'application des accords du VIème Congrès et réaliser les grandes lignes de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution.

De même, la Conférence a décidé de limiter à **deux périodes consécutives de 5 ans** l'exercice des mandats politiques et étatiques fondamentaux.

Comité Central du Parti Communiste de Cuba

Foule esclave, debout, debout !

• *A votre service... Public !*

Votre acharnement à « cliver » le pays, M. Sarkozy de Nagy-Bocsa, ne cesse de stigmatiser trois cibles :

- **les travailleurs immigrés**, contre lesquels la politique UMP n'a rien à envier à celle du Front « national » ;
- **les chômeurs**, qui sont sans cesse traités implicitement de feignants alors qu'ils sont la victime de la politique du MEDEF et de l'Europe ;
- **les fonctionnaires**, et tout spécialement **les enseignants**, qu'il faut présenter comme des paresseux alors même que l'Éducation nationale souffre comme elle n'a jamais souffert depuis le début des années quarante.

▪ **Votre projet :**

En « *repensant complètement le collège* » vous n'envisagez que destruction des contenus culturels des disciplines, des filières, de l'enseignement professionnel et technique mais aussi de l'enseignement du français, sacrifié, de l'enseignement de la philosophie, des lettres classiques, des mathématiques, de la musique, des arts plastiques, de plus en plus comprimés, enseignés dans un unique souci de l'employabilité au sens patronal du mot ! En diversifiant « *dès l'entrée en 4ème [...] les parcours de formation* » vous visez aussi les élèves qui n'apparaissent plus que comme un flux dont il faudrait gérer le débit et la destination ; c'est l'avenir de la nation que vous mettez en jeu en faisant de « *la formation scolaire* » une propédeutique à la formation professionnelle pour mieux démolir le monde du travail.

L'exemple, l'éthique et les qualités politiques et idéologiques des cadres et des militants et la transparence de leurs actions en tant qu'avant-garde organisée auprès des masses, continuent d'être des priorités du Parti aujourd'hui, car il est nécessaire d'éviter, à l'avenir, que la Direction du Parti tombe dans les mains de personnes corrompues et lâches, comme cela a été souligné par le Premier Secrétaire, le camarade Raúl Castro.

Pour ces raisons, le Parti assumera, de manière définitive, de mener de l'avant la lutte contre tout genre de manifestation de corruption ou d'illégalité, dans le cadre de la loi, avec le soutien du peuple et du Gouvernement et sans intervenir dans la gestion administrative. En conséquence, le Comité Central a décidé que la sanction à appliquer contre les faits de corruption soit l'expulsion de ses rangs, mesure réservée aux seuls faits de trahison et aux délits graves, suivant le principe que **la corruption est un acte contre-révolutionnaire.**

Face aux nouveaux défis imposés par la crise mondiale et l'hostilité de l'empire étatsunien, la Révolution cubaine, avec l'unité du peuple autour du Parti Communiste, le Parti de la Nation, revitalise ses forces sans hâte, mais sans pause, et s'oriente à perfectionner et à soutenir notre **Socialisme**, conscients de ce qu'il est **le seul système** qui nous a permis de **garantir l'indépendance totale, la souveraineté et la justice sociale.**



Car si vous et votre clique ultra-patronale parveniez à dézinguer l'Éducation nationale, le capital marquerait des points décisifs contre le travail parce que les conventions collectives, gagées sur les diplômes nationaux seraient détruites et que le patronat pourrait imposer la négociation de contrats de travail « à la carte », l'individualisation totale de l'embauche, chaque salarié étant réduit à ses seules forces face à l'employeur !

Ainsi c'est l'existence même de la République que vous attaquez, car la France moderne s'est structurée au 19^{ème} siècle autour de l'école publique et laïque. Laisser casser l'école publique, laisser casser la Fonction publique, c'est donc laisser casser la République.

Vous prétendez vouloir « *mettre des adultes dans les établissements pour les enfants* » ? Près de 100 000 postes ont été supprimés dans l'Éducation nationale depuis 2000, l'école est, avec l'industrie, le secteur le plus sinistré de France du point de vue de l'emploi !

Ainsi vous cultivez l'art du paradoxe mensonger quand, cédant au diktat de l'Europe capitaliste, vous répétez à qui mieux-mieux qu'il n'y a « *pas d'argent pour embaucher* » et qu'il faut « *continuer d'appliquer la règle du 1/2* » non remplacé !

C'est désormais ouvertement que vous voulez dynamiter le statut des professeurs en leur imposant 26h par semaine d'activités diverses, avec quelques miettes salariales pour « *faire passer* » cette augmentation d'un tiers de la présence en établissement. En sus de leur mentir ! Puisque cette pseudo manne – devenant imposable – viendra se substituer aux heures supplémentaires « *primées* » que certains acceptent (ou sont obligés d'accepter) et n'entraînera donc aucune avancée réelle de leur « *pouvoir d'achat* » dont vous étiez le héraut il n'y a pas si longtemps...

Vos dernières attaques s'ajoutant à tout un dispositif qui relève du **harcèlement** contre tout une profession : - précarisation rampante des personnels nommés n'importe comment, n'importe où, sans vrai droit à mutation, sur plusieurs établissements, etc. que vous vous préparez à aggraver encore par le recrutement local !

- mise en place d'un « *management local* » qui pressure les personnels, les met en concurrence, augmente leur stress tout en les laissant démunis face aux comportements incivils et violents que nourrit la crise du capitalisme ; GRH que vous vous préparez à renforcer plus encore par l'évaluation locale !

Oser parler de « *strict volontariat* » dans un tel contexte est d'une hypocrisie inqualifiable !

Alors oui, posons-nous la question : « *combien de nos enfants veulent-ils, aujourd'hui, devenir professeurs ?* »

Ces enfants de la République qui voient les effets : - du blocage des salaires de la fonction publique ; - des gros effectifs par classe et du surcroît de classes en charge ;

- de la casse des retraites (un enseignant qui entre aujourd'hui après un concours difficile à 23 ans devra travailler jusqu'à 67 ans pour toucher une retraite pleine : mourir au boulot ?...).

- des menaces permanentes sur le droit aux vacances (sans lequel nombre d'enseignants « *craqueraient* », tant les conditions d'enseignement ordinaires sont « *tendues* ») sous couvert de vos fallacieux rapports et enquête sur les rythmes scolaires ;

- de vos dernières lubies comme celle prônant qu'un professeur devrait avoir « *la connaissance des parents*

▪ **Votre bilan :**

Cinq années de « *priorité à l'université et à la recherche* » ?... Quel culot de votre part et de celle de Mme Péresse ! Tout va tellement bien que le CNESER budgétaire qui devait se tenir le 16 janvier fut reporté au 23 du fait d'un boycott massif des organisations enseignantes. Alors que vous annoncez une hausse de 540 millions d'euros par rapport à 2011, la réalité observée faisait ressortir de nombreuses difficultés : universités qui peinent à boucler leur budget, gels de poste... Car depuis le passage à l'autonomie, c'est aux universités de gérer la masse salariale qui représente de fait la majorité de leur budget. Ajoutons qu'il y a eu des erreurs de calcul et des « *chiffres faux* » qui ont été remarqués sans qu'aucune correction n'ait été apportée par votre ministre.

Quant à M. Mélenchon, il dit certes des choses justes, mais comment les mettra-t-il en place tout en restant dans cette Europe qui pilote à l'échelle continentale les destructions de services publics sous couvert de « *sauver la monnaie unique* » ?

Ânonnant que les enseignants sont « *mal payés parce que trop nombreux* », vous voulez les pressurer un peu plus encore à 26h de présence hebdomadaire... mais il y a longtemps qu'ils sont de moins en moins nombreux du fait de votre RGPP ! Et sans avoir vu le moindre petit point d'indice revalorisé !...

Votre proposition relève d'une démagogie sale et répugnante.

Vous rivalisez ainsi avec votre ami Allègre (ex-PS) dans la haine des Lumières et de l'école républicaine, ignorant sciemment que d'après tous les calculs, les professeurs travaillent en moyenne près de 42 h par semaine si l'on tient compte comme il se doit des heures de préparation des cours, des corrections de devoir, des multiples réunions imposées, des examens et concours, et - chose qui doit totalement échapper aux esprits obtus de l'UMP qui méprisent l'idée même de culture- du temps nécessaire pour se former, se recycler et se cultiver dans leur discipline en constante évolution.

des élèves auxquels il enseigne » alors que certains collègues ont en charge jusqu'à 12 classes en collège ;

- de la suppression de fait de la formation au profit d'un infect bricolage que vos nouvelles velléités de « *pré-recrutement* » ne changeront pas !

Votre « *imaginaire partagé* » n'a aucune valeur devant la cruauté de la réalité vécue !... Réalité que vous ne partagez évidemment pas.

Votre « *creuset où se forge la morale* » est bien terni par cette « *nature des choses* » dont E. Kant voulait que l'on tire les devoirs de la moralité, tant votre gouvernance a été un contre-exemple en la matière !

Vouloir « *une école du respect* » demanderait d'abord et avant tout que vous et vos affidés de l'UMP/MEDEF, vous respectiez l'École Publique !

Vous vous gargarisez de cinq années durant lesquelles « beaucoup a été entrepris », de « véritable révolution » et « de solution pour chacun » alors que durant votre mandature la France s'est retrouvée entre la 20ème et la 30ème place de l'enquête PISA 2009 ! Et ce n'est pas parce que nous ne la cautionnons pas, que nous nions l'existence de ses résultats... contrairement à vous semble-t-il.

Il est vrai qu'il vous est plus facile de stigmatiser les parents en les tenant par l'immonde chantage aux allocations familiales, eux, citoyens déjà accablés par la crise capitaliste ! Et plus facile aussi d'enfermer leurs enfants difficiles en « établissements de réinsertion scolaire » ! Quand au sommet du ridicule, vous l'atteignez en rejetant la perte d'une « source d'autorité » sur l'Internet, alors que vos consignes ne cessent de privilégier B2i ou C2i jusque chez les candidats aux CAPES/AGREGATIONS ! Vous osez parler d'un « même banc pour tous, fils de bourgeois [...] » comme de prolétaires alors que dès le mois de mai 2007, l'observatoire des inégalités s'étranglait à l'annonce du projet DARCOS sur l'abandon de la « carte scolaire » désormais achevé, estimant : « Et si l'on veut améliorer la mixité dans les faits, il ne suffit pas que quelques élèves de

zones d'éducation prioritaire quittent leur quartier pour améliorer la mixité des établissements favorisés. Il faut aussi que les jeunes des beaux quartiers aillent étudier dans des établissements moins réputés... »

Quel est ce banc qui ne saurait exister dans vos « groupes de niveau par matière », qui ne saurait exister de par votre apologie de « l'autonomie, l'expérimentation, l'individualisation », qui ne saurait exister dans une école façonnée par « l'esprit d'entreprise » ?...

Ne parlez pas de « l'enfant d'une famille pauvre » et de ses « chances » quand les documents du département de sociologie de Paris VIII attestent que 58,9% des enfants d'ouvriers non qualifiés ou inactifs sortent sans diplôme ou avec un niveau inférieur au Baccalauréat contre seulement 15,9% d'enfants de cadres supérieurs !

Ne parlez pas d'« accueillir l'enfant handicapé parmi les autres enfants » ou d'hypothétiques bureaux alors que vous avez continué d'étrangler budgétairement les collectivités territoriales mises en place – insidieusement – par vos prédécesseurs du PS, collectivités que vous voulez réformer à nouveau mais dont les infrastructures scolaires resteraient du domaine de compétence et pour lesquelles ces investissements seraient une charge encore plus insupportable !

▪ Notre conclusion :

Oui, « l'école forme des hommes et des citoyens » ! C'est pourquoi la démolition de l'Éducation Nationale et de la Laïcité au sens de 1905, avec des privilèges de plus en plus grands pour l'école privée et le MEDEF, avec une propagande indigne dans le sens de l'anticommunisme visant à assimiler l'URSS à l'Allemagne nazie, avec la poussée d'un européisme béat et la destruction des repères républicains assortis du privilège inconstitutionnel donné partout à l'enseignement EN ANGLAIS au mépris de la loi alors que le français est en jachère ; c'est pourquoi toutes ces choses entreprises par vous sont mortifères pour les Hommes & citoyens de France. Pour la **Patrie** que vous ne voyez qu'en « Nation ».

Ce noble objectif ne saurait être atteint par la destruction rampante du baccalauréat (que vous voulez avec moins d'options et d'épreuves contre plus de tronc commun et de contrôle continu) et des diplômes universitaires nationaux, base des conventions collectives, au profit de « compétences basiques » à l'anglo-saxonne, pour aligner l'enseignement français sur l'enseignement anglo-saxon à la sauce patronale !

Nous ne laisserons pas mener une nouvelle attaque du PRESIDENT DE L'ULTRA-DROITE contre les professeurs ! Telle est LA NÔTRE de « priorité » !...

Les vôtres ont mené la part du budget de l'éducation dans le budget global à passer de 12% en 2000 à 10,5% en 2008, nettement en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (13%). Sur la même période, dont une partie durant votre Ministère à l'Économie & aux Finances, le volume des dépenses par élève dans le primaire et le secondaire a augmenté de 40% en moyenne dans les pays de l'OCDE quand celui de la France n'a cru que de 2%.

Alors vous pouvez bien présenter sur le site gouvernemental une Dépense Intérieure d'Éducation en hausse, en faire un objet de propagande éhontée, nous savons compter : budgets des MEN & MESR additionnés, l'état Sarkozyste ne représente que 54% de cette D.I.E. Soit à peine 3,7 points de P.I.B. D.I.E. à laquelle « les amis du Fouquet's & du CAC40 réunis » ne contribuent que pour 0,4 point !

Face à **vosre projet de société dévastateur**, les réactions du PS sont dérisoires. Et pour cause !

- PS qui veut par la voix de M. Peillon : « définir le nouveau métier, le nombre d'heures à effectuer en classe, réfléchir aux obligations de service, mais aussi à des tas d'autres choses comme les évolutions de carrière, l'évaluation, la formation continue » ; - PS membre du PS-Européen, qui a soutenu : d'une part la définition des S.I.G. (Services d'Intérêt Général) voulus tout à la fois comme « garant de l'intérêt général » mais aussi qui « veillent au bon fonctionnement des marchés » ; d'autre part le Livre Vert sur les PPP (partenariats public-privé) à mettre en œuvre jusque dans les domaines de l'éducation et de la formation !

C'est pourquoi le PRCF appelle aux luttes et à la solidarité, dans un vaste mouvement de renaissance communiste.

• *Le combat des femmes est inséparable du combat anticapitaliste*

A l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte instituée par Clara Zetkin (la révolutionnaire allemande qui représentait le Komintern au congrès de Tours de 1920 où fut fondé le PCF), le PRCF salue toutes les femmes qui, en France, en Europe et dans le monde, sont engagées dans le combat pour l'égalité, pour le progrès, la paix, la démocratie et le socialisme.

Alors que la Révolution socialiste de 1917 (commencée le 8 mars 1917 par des manifestations de femmes dans lesquelles les militants et militantes du Parti bolchévique ont joué un rôle décisif) avait apporté un immense espoir pour les femmes (**c'est la Russie soviétique qui institua la première le droit de vote féminin, la totale égalité juridique, le droit au divorce par consentement mutuel, les recherches qui conduisirent aux techniques de l'accouchement dit sans douleurs**), la contre-révolution qui s'est abattue sur le camp socialiste et sur le monde entier dans les années 90 a apporté aux femmes une immense régression sociale et sociétale.

Dans les ex-pays socialistes, le plein emploi a disparu, ce qui a frappé les femmes en priorité. Les forces cléricales ont repris le dessus et avec elles les vieux schémas théologiques anti-féminins. Aujourd'hui, **les couches populaires regrettent amèrement**, expérience faite, **les acquis liés à la première expérience socialiste de l'histoire**. Dans nombre de pays dominés abandonnés à

eux-mêmes par la chute de l'URSS, l'impérialisme a repris l'initiative historique. De l'Arabie Saoudite à l'Afghanistan en passant par la Syrie et la Libye, **l'impérialisme s'appuie sur les forces les plus moyenâgeuses nostalgiques de la charia et de l'enfermement des filles**.

En France, les forces patronales appuyées par l'UMP et par les dirigeants néo-libéraux du PS se servent de **l'alibi de l'égalité entre les sexes** pour rétablir le travail de nuit des ouvrières et pour étendre au maximum, sous couvert de **déréglementation**, la casse des conventions collectives, du repos dominical, du logement social, du statut de la fonction publique, des services publics, de l'Education nationale, de l'Education maternelle, de la protection de l'enfance et des mineurs, des retraites, de l'indemnisation du chômage, du remboursement des soins médicaux, bref toutes les avancées de 1905, 1936, 1945 et 1968 qui permettaient aux femmes des milieux populaires de vivre une vie digne.

Plus que jamais il apparaît que l'Union européenne et son maudit euro n'ont pas pour mission de produire une Europe pacifique et démocratique, mais de **broyer les souverainetés nationales et les acquis sociaux** en apportant à des millions de femmes, en Grèce, au Portugal, en Italie, en Espagne, en France, une véritable **régression de civilisation**.

Enfin, le capitalisme en crise aiguë pousse partout à la fascisation politique et aux guerres impérialistes avec d'énormes retombées sur les femmes de tous les pays **qui voient leurs droits régresser**.

Dans ces conditions combien sont dérisoires en ce 8 mars les tentatives de faire diversion à ce bilan tragique de l'Europe contre-révolutionnaire et du pouvoir sarkozyste en focalisant l'attention sur les pseudo-revendications de femmes hyper-privilegiées qui, à la manière de Hillary Clinton, Angela Merkel, Laurence Parisot ou Christine Lagarde, ne sont pas moins acharnées à détruire les acquis que leurs homologues masculins.

Plus que jamais, la reconstruction d'un rapport des forces nationalement et mondialement favorable aux femmes travailleuses passe donc par **la renaissance du combat anticapitaliste, de la lutte anti-UE, du rassemblement des forces patriotiques, progressistes et républicaines sur les grands principes du CNR**; et tout cela nécessite la renaissance d'un grand, d'un vrai parti communiste de France dont la reconstruction est la raison d'être du PRCF.

C'est pourquoi celui-ci prêtera une grande attention dans la période qui vient à mettre en place une véritable commission féminine nationale de manière que les femmes franchement communistes puissent de nouveau, comme c'était le cas à l'époque du grand PCF et de l'Union des Femmes Françaises, développer l'action dans les bureaux et les services, dans les quartiers populaires, à la sortie des écoles, dans les hôpitaux, les salles de professeurs et les communes rurales.

Honneur aux femmes du mouvement ouvrier dont la grande presse possédées par Dassault et Lagardère tait le nom en ce jour. Honneur aux communardes Louise

Michel et Nathalie Le Mel, à Flora Tristan, honneur aux communistes Danielle Casanova, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Martha Desrumeaux, et aux autres héroïnes de la Résistance communiste. Honneur à nos camarades résistantes membres ou amies du PRCF, Jeanne Dubois-Colette, Hermine Pulvermacher-Landini, Henriette Gstaad-Dubois !

Plus que jamais le PRCF appelle les femmes les plus conscientes de la nécessité d'un changement radical de société à rejoindre son **combat pour une société sans classes** débarrassée de l'exploitation capitaliste et de toutes les oppressions politiques, nationales, religieuses ou sexuelles.

• **ROBESPIERRE** victime du révisionnisme historique

*Et l'on voyait marcher ces va-nu-pieds superbes
Sur le monde ébloui !* Victor Hugo

Il y a fort à parier que bon nombre de téléspectateurs, notamment les moins de trente ans seront incapables de savoir qui est glorifié par ces vers après avoir vu l'émission diffusée sur la chaîne publique France 3, le mercredi 7 mars 2012, **Robespierre, bourreau de la Vendée ?**

Retiendront-ils que le représentant en mission à Nantes, Carrier, rappelé à Paris sur ordre de Robespierre, a été un des organisateurs du complot du 9 Thermidor ? Le titre de l'émission est si racoleur qu'il a suscité des réactions, mais cette mystification du passé est une pratique de plus en plus courante de la télévision, ainsi un téléfilm sur Toussaint Louverture, diffusé récemment, véhiculait aussi ce présupposé : le méchant Robespierre et les gentils Girondins, les repères étaient si brouillés qu'un non spécialiste de l'histoire d'Haïti pouvait avoir du mal à suivre le récit. Encore une fois ce sont les jeunes générations qui sont les plus fragiles face à ces **manipulations** du fait de la **destruction de l'enseignement de l'histoire**. Ainsi la Révolution française, intégrée dans l'actuel programme de Seconde n'apparaît-elle que dans le 5^e et dernier thème de ce programme pour lequel on demande au professeur de consacrer 15h, ce thème comprend deux questions, la Révolution n'apparaissant que dans la première, et encore apprend-on en lisant les indications de « mise en œuvre » qu'on doit aussi étudier la montée des idées de liberté avant la Révolution. Un enseignant qui respecte le programme, si tant est qu'il ait réussi à arriver jusque là avant la fin de l'année, pourra consacrer combien d'heures à l'étude de la Révolution ? Le contrat peut être rempli si on s'en tient, comme on nous y invite à « mettre l'accent sur quelques journées révolutionnaires significatives, le rôle d'acteurs, individuels et collectifs » Nous y voilà ! *Robespierre, bourreau de la Vendée ?* on a l'acteur individuel (le méchant) et l'acteur collectif (les victimes, donc les bons)

L'histoire de la Vendée est complexe, à l'opposé d'une telle vision manichéenne. Mars 1793 (le calendrier républicain n'est pas encore adopté à cette date) la Patrie est en danger, elle est en guerre contre les souverains de tous les pays qui l'entourent, le Général Dumouriez (Girondin) vient de passer à l'ennemi, le 9 mars la Convention décrète la levée de 300 000 hommes par tirage au sort, prémices de la conscription et de la constitution d'une armée nationale renouant avec les principes des démocraties antiques, l'annonce de cette mesure met le feu au poudre dans le bas Poitou, à Machecoul les républicains sont torturés et massacrés, les braises ont été attisées depuis des mois par les prêtres réfractaires et **le mouvement est vite récupéré par les nobles** qui constituent une « Armée Catholique et royale » avec pour objectif d'aider au débarquement des Anglais et des Emigrés. La littérature a su rendre compte de cette complexité, dans *Quatre Vingt treize* Hugo montre très bien la confrontation entre des paysans armés de faux et ces jeunes soldats républicains, cheminant dans les chemins creux, ces soldats à propos desquels il écrit dans *A l'obéissance passive* :

*Ils eussent, sans nul doute, escaladé les nues / Si ces audacieux, / En retournant les yeux dans leur course olympique,
Avaient vu derrière eux la grande République / Montrant du doigt les cieux*

La fin sublime de *Quatre vingt treize* où l'on voit les paysans brûler l'échelle qui devait servir à débloquer la situation de crise, sans effusion de sang parce qu'ils l'ont prise pour la guillotine, est en soi tout un symbole de cette situation complexe. L'histoire, elle, ne peut analyser cette complexité qu'en passant par une **analyse de classes, une analyse marxiste** qui saisisse toutes les contradictions de la République dans le cadre de cette révolution bourgeoise, notamment la façon dont la vente des biens nationaux a été organisée et l'énorme transfert de propriété au profit de la bourgeoisie qu'elle a permis. La situation économique et sociale du bocage de l'ouest, de la Basse Normandie à l'Océan, est particulière : prédominance du métayage, des domaines administrés par des *fermiers*⁶ des bourgeois qui sont généralement républicains et ont acheté des biens nationaux, des villes républicaines où des bourgeois spéculent, notamment sur le commerce des grains et achètent des biens nationaux, ce type de personnage est évoqué par Balzac dans *Eugénie Grandet* : « les

habitants de Saumur étant peu révolutionnaires le Père Grandet passa pour un homme hardi, un républicain, un patriote, pour un esprit qui donnait dans les nouvelles idées, tandis que le tonnelier donnait tout bonnement dans les vignes ».

Le « révisionnisme historique » au sujet de la Vendée n'est pas nouveau : le folklore autour de la martyrologie vendéenne (le clou étant la chanson des *Petits mouchoirs de Cholet*, devenu le chant des « Jeunes filles royalistes » organisation de l'Action-Française qui avait fait du « Sacré-Cœur », le cœur rouge surmonté d'une croix, un de ses symboles à côté de la fleur de lys) s'est mis en place au tournant des années 1880, c'est-à-dire au moment où la république s'imposait réellement en France et en opposition très nette à ce régime. Ainsi cet article intitulé *Nantais, à vos lampions !* publié le 14 juillet 1880 dans *l'Espérance du peuple, journal de la Bretagne et de la Vendée*, dont l'objectif est de dénoncer l'amnistie des communards : « Et vous, filles des victimes de 93, à vos lampions ! Dans ce jour mémorable que nous fêterons demain le peuple vaillant goûta au sang – et le trouva bon ; - vos pères en savent quelque chose ».

⁶ Administrateurs ayant passé un contrat (une ferme) avec le propriétaire qui est un noble

En même temps, dans le contexte présent, ce révisionnisme historique prend une coloration nouvelle, que représente le combat républicain en Vendée ? Tout d'abord le combat pour les idées de progrès, l'idée que le bonheur est une idée neuve en Europe (Saint-Just), combat contre une église catholique contre-révolutionnaire et rétrograde (et non contre la religion, Sade le reproche assez à Robespierre, mais de cela il y a peu de chance qu'on en parle).

Ce qui est en cause c'est aussi la République une et indivisible, de ce point de vue les joies de la décentralisation sont l'occasion pour le Sacré-Cœur, emblème du Conseil Général de Vendée, d'envahir l'espace public, cette mémoire régionale est aussi

sélective, on ne dit pas qu'en Provence la Terreur blanche a fait beaucoup plus de victimes que la Terreur. Ce qui est aussi en cause c'est le principe d'une armée nationale, celle des bleus, des conscrits de la République. Enfin ce que révèle *volens volens* la glorification de « l'Armée Catholique et royale » c'est **une haine des élites pour la France, du moins pour la France révolutionnaire.**

Seul un combat politique **alliant le drapeau tricolore et le drapeau rouge**, la défense des valeurs de la République une et indivisible et la défense de valeurs de progrès portées par la classe ouvrière peut faire reculer cet obscurantisme de la pensée.

Marc-Olivier Gavois

LA RÉPUBLIQUE NOUS APPELLE

- ***"Le traité européen qui va être signé est un cadeau formidable fait par M. Sarkozy à Mme Merkel". J. P. Chevènement***

*Comment ne pas être d'accord avec J.-P. Chevènement quand il dénonce en ces termes le **Mécanisme européen de stabilité** voulu par Merkel et servilement relayé par Sarkozy ? La seule question qui se pose vraiment est alors de savoir si M. Chevènement apportera un « soutien critique » à Hollande au premier tour en échange de quelques postes législatifs pour le MDC. Ainsi avait-il procédé avec S. Royal en 2007 après avoir fait un tour de piste en faux candidat présidentiel du MDC. Plus fondamentalement, les électeurs républicains de M. Chevènement doivent se demander s'il est positif pour la République et l'indépendance nationale qu'un homme politique comme J.-P. Chevènement ne cesse de jouer au yoyo avec le PS et ne prenne pas **position clairement pour que la France sorte de l'UE et de l'euro** au lieu de chercher à concilier l'inconciliable : **l'indépendance nationale et la dissolution de notre pays** dans l'Empire européen dont la capitale est désormais très ouvertement Berlin.*

Jean-Pierre Chevènement était l'invité de Questions d'actualité sur France 3, jeudi 1er mars 2012.

- Le MES est une partie intégrante du TSCG qui institue pour les peuples européens un purgatoire à perpétuité. C'est un traité de mortification. Avec ce traité qui prévoit la suppression des déficits et la résorption de la dette à 60% d'ici 20 ans, on s'adonne à des exercices d'auto-flagellation qui vont encore accroître le niveau du chômage.
- Le traité n'est pas à la hauteur car on ne veut pas voir que le vice congénital de l'euro, c'est l'hétérogénéité des 17 économies qui constituent la zone euro. Par conséquent il faudrait donner à la BCE les moyens, plutôt que d'inonder les banques, de prêter aux États.
- Une politique industrielle ne peut pas se réduire à une forme de copinage entre le pouvoir politique et des grands groupes industriels qui renvoient l'ascenseur vis à vis de tous les services rendus hors campagne électorale
- Le traité européen qui va être signé est un cadeau formidable fait par M. Sarkozy à Mme Merkel. Rédigé par JP Chevènement Jeudi 1 Mars 2012 à 20:28)

Quel dommage que Jean-Pierre CHEVÈNEMENT ne tire pour toute conclusion de cette analyse qu'un ralliement électoral à François HOLLANDE qui, à quelques bémols près, est lui aussi partisan du Mécanisme Européen de Stabilité (Règle d'or) !

MÉDIAS

- « *Les journalistes policiers, marchands de calomnies...* »
(Jean-Baptiste Clément, *la Semaine sanglante*)

A Monsieur Alain Le Garrec, Médiateur à France Télévisions

J'ai regardé le 28 février à 20h35, un documentaire diffusé sur France 5, chaîne du groupe France Télévisions, qui s'intitulait: **Russie, la nostalgie de l'empire « le monde en face »**. L'objet du reportage de France Télévisions était à l'évidence de mettre à l'honneur la société civile représentative des couches moyennes en Russie dans le contexte des élections présidentielles. Il y avait là un grand absent, hormis pour les critiques, le Parti communiste de Russie, même si un invité, Monsieur Adler, a indiqué que « le parti communiste ferait un bon score ». Quelques secondes pour une émission d'une heure 35 minutes, que faut-il en conclure ? ARTE diffusait d'ailleurs à la même heure un reportage à la ligne identique intitulé *I love democracy « Russie »*.

Nous sommes vraiment dans la pensée unique imposée par « **l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie** » comme l'exprime l'appel de Thorens-Glières du 14 mai 2011, dont les signataires considèrent également qu'il faut assurer « **à nouveau la séparation des médias et des puissances d'argent comme en 1944** ».

Les débats diffusés le 28 février n'ont pas été représentatifs de l'ensemble du peuple russe. En somme, la seule expression qui vaille d'être médiatisée par France Télévisions est celle qui au fond ne constitue pas un danger pour la société capitaliste, caractérisée notamment par les **privatisations** considérables qui ont été réalisées depuis la disparition de l'Union Soviétique. Il est de plus indiscutable que des forces politiques veulent aller plus loin en privatisant les secteurs pétrolier et gazier dont l'importance est majeure. L'or noir a rapporté à l'Etat entre 2000 et 2008 1700 milliards de dollars.

Dès lors les communistes russes n'ont rien à faire dans ce débat et ils doivent en être exclus. Telle est bien la logique de France Télévisions, sinon, puisque le thème des émissions étant l'élection présidentielle russe, comment expliquer l'élimination d'une composante de cette importance ?

Je suis scandalisé par votre **censure totale** qui est une **insulte à la démocratie et aux droits des citoyens**.

Vous ne pouvez, Monsieur le Médiateur, ignorer que le Parti communiste de la Fédération de Russie et son président et candidat à l'élection présidentielle Guennadi Ziouganov, sont une des formations ayant franchi le seuil des 7 % et ayant des députés.

Les gains de ce parti aux récentes élections législatives ont été stupéfiants. Comparativement à celles de 2007, le PCFR a obtenu 92 députés soit 35 de plus et avec 19,19 % des voix (12 600 000 voix), soit un progrès spectaculaire de 4 millions et demi de voix et de 56,58%. Les communistes russes ont des réserves confirmées par les multiples sondages démontrant qu'environ **62 % des personnes interrogées pensent que le socialisme était supérieur au capitalisme**. Il est vrai, qu'entre autres, ce parti a dans son programme le retour à la nation de la terre, des ressources naturelles et des moyens de production, comme au temps de l'URSS.

Il est alors compréhensible que la **pensée unique de France Télévisions** ne lui autorise pas de donner la parole aux porteurs d'un tel programme. D'ailleurs n'est-il pas clair qu'aucune des chaînes du service public n'a donné la parole en France à des défenseurs authentiques du programme du CNR (Conseil National de la Résistance) qui prône de même le retour à la Nation des secteurs qui furent nationalisés à la Libération.

Résistant dès l'âge de 15 ans à l'Armée Secrète puis aux Francs-Tireurs et Partisans, j'ai combattu les armes à la main la pensée unique dans les médias d'alors, c'était celle d'Hitler et de Pétain. Nous inventions la liberté de la presse avec nos tracts et les journaux clandestins, l'écoute de Radio-Londres et Radio-Moscou. Un tel acte de résistance pouvait valoir l'arrestation, la torture, la déportation et la mort. J'ai assumé hier mes devoirs et aujourd'hui j'exerce mes droits d'expression. Que chacun, sans détours, prennent ses responsabilités.

Le respect d'un grand peuple et d'un grand pays comme la Russie passe aussi par le respect de son histoire. J'ai vécu à Moscou et je me rappelle avec émotion, fin juin 1966, l'amitié et l'amour du peuple russe pour la France lorsque le **général de Gaulle**, accueilli triomphalement, déclara : « **les Français savent que la Russie soviétique a payé le prix principal pour leur libération** ».

Quand France Télévisions nous programmera-t-elle des émissions sur le glorieux régiment Normandie-Niemen, les batailles de Moscou, de Stalingrad, de Koursk et de Berlin, décisives pour abattre le monstrueux régime nazi ?

Transmettez, s'il vous plait, ma requête à la direction nommée de France Télévisions.

Croyez, Monsieur le Médiateur, en mon attachement indéfectible au CNR et à la France combattante.

Je vous assure de ma considération.

Pierre Pranchère

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Ancien député à l'Assemblée Nationale, Député honoraire au Parlement Européen.

CULTURE

• *Cocoricouac ! à propos d'un oscar empoisonné...*

Mon propos n'est pas de mettre en doute la valeur esthétique de **The Artist**. De même qu'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, il peut arriver qu'un bon film, esthétiquement parlant, soit aussi une mauvaise action sur les plans éthique et politique...

Et c'est peut-être bien le cas de *The Artist*.

Ce film a été ouvertement conçu pour être plus américain que tous les films américains : son titre est *en anglais*, son sujet est *Hollywood* et il est formaté de A à Z pour plaire aux « pros » du cinéma états-unien ; quant au « petit Frenchie » Dujardin, il a participé durant plusieurs mois à une intense campagne d'influence qui tient plus du *marketing* que du *Paradoxe du comédien*...

Et surtout, « *The Artist* » est muet, ce qui lui permet de flanquer d'emblée aux orties ce « boulet des boulets » : la *langue française*... Ce choix génial a-t-il été fait pour contourner les lois républicaines qui protègent notre langue et pour briguer les subventions publiques qui, au pays de l'« exception culturelle » honnie par l'Oncle Sam, permettent encore à des films indigènes en idiome local de braver l'hégémonie mondiale du film « made in USA » ?

A l'arrivée, on est ravi d'apprendre que J. Dujardin, qui jurait encore il y a peu de rester à jamais fidèle à l'hexagone, se débrouille enfin, sinon dans la langue de Shakespeare, du moins dans celle de Donald Duck... Bonne carrière aux States, *Mister Gardiner* !

Instruit par ce triomphe sous influence, nous ferons donc une suggestion à la patronne de *France-Télévision* qui, depuis tant d'années, s'efforce de contourner l'« obstacle » du français en présentant à l'*Eurovision* des chansons en anglais (ou même en corse, triste dévoiement de la belle langue de Pascal Paoli !) : que cette dame élise donc cette année une chanson « française » dont le titre sera libellé en américain, dont le sujet sera *Lady Di* ou *Back from Bagdad* et dont l'interprète se contentera de simuler le non-texte et de mimer les non-paroles ! Voilà qui serait original, inédit, rigolo et qui plus est, si reposant pour nos tympanes martyrisés !

La « *Success Story* » de *The Artist* et de John Gardiner aura tout de même eu un grand mérite : celui de révéler combien, dans l'*Euro-Frenchland* actuel, l'*autophobie* nationale, - et plus spécialement l'*autophobie linguistique* de nos « élites » patronales, politiques et « culturelles », fait bon ménage avec le chauvinisme le plus naïf. Au point qu'on prend un risque quand on n'applaudit pas à un succès planifié qui (encore une fois, quels que soient les mérites esthétiques du film !) doit plus au formatage commercial qu'à cette vertu foncière de l'Artiste véritable : l'*authenticité*, la capacité de nager contre le courant, de « tirer la langue », aux puissants.

Quant à l'auteur de ces lignes, il continuera à railler imperturbablement les victoires de « nos » équipes de mercenaires sportifs et culturels, si teintées de « bleu horizon » qu'elles soient, leurs *World Cups*, leurs *Davis Cups* pour millionnaires de la raquette, leurs *Oscars*, *Césars*, *Nestors*, *Babars*, *Zozor* et autres grands messes débilantes et chamarrées que nos petits maîtres en *médiacrité* destinent à leur autocélebration incestueuse.

Quitte à cultiver la langue de Gavroche et d'Arthur Rimbaud, à défendre les acquis sociaux du CNR et l'héritage de la Commune et du Front popu, et à préférer à jamais ceux qui résistent à ceux qui collaborent à la banalisation et à l'autodestruction du « créer en France et en français ».

C'est l'heure de gloire pour « *The Artist* » muet et américano-formaté.

Mais quand donc sonnera de nouveau l'heure des Artistes prenant fièrement la parole, LEUR parole, pour « tirer la langue » aux forces de banalisation, d'uniformisation et d'autodestruction ?

Le **CO.U.R.R.I.E.L.**, *Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistique*.

VIE DU PRCF

• *Le PRCF présente des candidats aux élections législatives*

Dans le **Pas-de-Calais**, à **Hénin Beaumont**, c'est notre camarade **Jean-François MAISON**, secrétaire National à la Propagande, qui est suppléant de **Michèle DESSENNE du M'PEP**. La bataille sera rude dans cette ville hautement convoitée par le FN.

En région parisienne, dans le **Val de Marne**, l'ARC 94 envisage la présentation d'un candidat, un ouvrier de Rungis, qui permettra de faire connaître le PRCF et de défendre sa proposition de sortie de l'Europe et de l'euro.

Dans l'**Hérault**, à **Lunel** où le FN fait un bon score, le M'PEP présente un candidat dont la suppléante pourrait être une adhérente du PRCF.

- ***Soutien du PRCF 72 au mouvement social des travailleurs de la Poste de la Sarthe .***

Depuis lundi, six centres de distribution Coulaines, Mamers, Beaumont, Fresnay, Saint-Paterne et Sainte-Jamme sont dans l'action par la grève .

C'est seulement vers 15 heures mardi après-midi, que la direction de La Poste a reçu les organisations syndicales et les représentants des facteurs des six établissements concernés par le mouvement depuis le début de la semaine.

Au terme d'une journée éprouvante, marquée notamment par le blocage du tramway du Mans suivi de plusieurs heures de discussions, les négociations entre les représentants du personnel et la direction de La Poste sont restées au point mort.

Ce mercredi matin, la Direction du groupement du courrier, située rue Monthéard au Mans, a été bloquée par les employés de la Poste . Ils ont stoppé toute circulation du courrier dans l'ensemble du département .

La CGT-FAPT dont nous avons rencontré le délégué syndical , Richard BEAUVAIS, a déposé cet après-midi **un préavis de grève illimité à compter de mardi prochain** alors que la direction devait recevoir une délégation à 13 h 30 . Ce préavis concerne "l'ensemble du personnel du département", indique le syndicat, qui rappelle les motifs de ce préavis : manque de revalorisation réelle des salaires, non-paiement des heures supplémentaires, non-compensation des doubles tournées et des congés-maladie, mauvaise gestion des plannings de tournées du courrier, embauche de 10 salariés, etc.

Chez Renault A l'appel de la CGT, environ **200 salariés de Renault au Mans se sont mis en grève** aujourd'hui, 14 mars. La moitié d'entre eux ont envahi le comité d'entreprise, ce matin vers 9 heures 30, afin que celui-ci interpelle la direction nationale.

La grogne porte sur les salaires et plus précisément sur la négociation annuelle obligatoire (NAO) qui ne peut pas donner satisfaction a nos camarades. Suite aux résultats du groupe en 2011, nos camarades en lutte exigent, à juste titre, une hausse plus conséquente de leur rémunération.

Les salariés de l'entreprise ARO (pinces à souder pour l'industrie automobile), à Château du Loir, ont entamé ce mercredi 14 mars **une grève illimitée**. Le désaccord porte notamment sur les négociations salariales (NAO), alors que l'entreprise castélorienne (environ 300 salariés) a fait de *très gros bénéfices* en 2011.

Le PDG de l'entreprise explique sans rire : "*Nous embauchons, nous investissons, nous partageons les profits. Au bout d'un moment, il faut dire stop, et je dis stop*".

Les salariés demandent une augmentation salariale de 4%, la direction en propose moins de 3 ! Le bras de fer a commencé avec, pour défendre les intérêts du personnel, une centaine de personnes en grève, postées devant les grilles de l'entreprise, route de Tours.

PRCF 72

<http://prcf72.canalblog.com/>